

## **SEANCE DU CONSEIL COMMUNAL DU 28 FEVRIER 2012**

**Présents** : MM. GALANT J., Bourgmestre, Présidente;  
CAULIER G., HORNY D., EGELS J.P., DESMET-CULQUIN B.; Echevins;  
DURIEUX J., Président du C.P.A.S.

PIGEON M., HALLOT J-P., QUINTIN Y., DUBOIS G, POTTIEZ P., MAUROY-MOULIN-STALPAERT P., ROBETTE-DELPUTTE F., SENECAUT M., MICHEL D., MULLER L., VANDERKEL A., DELHAYE-DEBAUQUE I., MORCLETTE C., DECAMPS P. Conseillers;

DELHAYE Michel, Secrétaire Communal.

-----  
Monsieur BREUSE est excusé.

### **POINT UNIQUE : PRESENTATION DU PROJET DE SCHEMA DE STRUCTURE COMMUNAL – APPROBATION PROVISOIRE**

La Présidente ouvre la séance à 19h30 et explique que les membres de la Commission Consultative d'Aménagement du Territoire et Mobilité ont été invités à assister à la séance du Conseil communal et qu'ils seront invités à poser leurs questions à l'issue de la présentation.

Elle passe alors la parole à Monsieur PIERARD de JNC International pour la présentation.

A la fin de l'exercice, la Présidente demande s'il y a des questions parmi les conseillers et les membres de la C.C.A.T.M. :

- Monsieur PIGEON (C.C. et C.C.A.T.M.) souhaite savoir s'il existe, dans le S.S.C., un chapitre spécifique sur les cours d'eau, sources et étangs de la Commune.

Monsieur PIERARD explique qu'une large part du S.S.C. a été consacrée à la protection des Vallées humides et que la mise en place d'un Plan Communal de Développement de la Nature (P.C.D.N.) aura pour objectif de protéger ces zones.

- Madame SENECAUT souhaite savoir ce qu'il en est des mesures ponctuelles évoquées lors de la présentation de février 2011 et portant sur l'aménagement d'une zone de loisirs à Erbisoeul et une zone d'activités économiques le long de la Route d'Ath.

Monsieur PIERARD montre sur les cartes les deux zones en question et explique que la localisation de la zone d'activités économiques a été choisie en concertation avec les autorités communales au nord de la N56. Cette implantation n'est pas complètement fixée et peut encore évoluer notamment en fonction des résultats de l'enquête publique.

La Présidente fait remarquer que le Schéma de Structure Communal est le fruit d'une collaboration et concertation avec les représentants des autorités régionales wallonnes.

- Madame SENECAUT souhaite savoir pourquoi les conseillers n'ont pas reçu d'exemplaire du S.S.C.

La Présidente lui répond que celui-ci était consultable par tous les conseillers depuis plus de deux semaines et déplore que ceux-ci ne se soient pas donné la peine de venir en prendre connaissance.

Madame SENECAUT prétend avoir reçu sa convocation tardivement.

La Présidente est formelle, toutes les convocations ont été expédiées le 10 février 2012 et aucun autre conseiller ne s'est plaint d'un quelconque retard.

- Madame MAIRESSE (C.C.A.T.M.) s'inquiète de la capacité des stations d'épuration existantes à pouvoir traiter toutes les eaux usées.

Monsieur PIERARD explique que légalement, c'est le P.A.S.H. qui détermine les zones égouttables ou non. Sur le territoire de la Commune, là où l'habitat est plus dispersé, les constructions se trouvent en zone d'assainissement autonome. Pour lui, le lagunage serait la solution la plus appropriée pour ces habitations isolées.

Monsieur ROISIN (C.C.A.T.M.) fait remarquer qu'en fonction du relief, il n'est pas toujours possible d'installer les égouts.

- Monsieur DECAMPS (C.C. et C.C.A.T.M.) souhaite savoir si le Schéma de Structure Communal autorise les constructions en zone forestière.

Monsieur PIERARD répond négativement.

La Présidente propose de passer à l'approbation provisoire du schéma de structure communal.

## **LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment en ses articles L1122-30 et L1222-3 ;

**Vu** le Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie, notamment en ses articles 16 à 18 et 254 à 259/2 ;

**Vu** le décret-programme de relance économique et de simplification administrative du 3 février 2005 (M.B. 1.03.2005), décrit dit « RESA », notamment en son article 48, lequel modifie le contenu obligatoire d'un schéma de structure communal ;

**Vu** la délibération du Conseil communal en sa séance du 5/06/2007 portant décision de principe d'élaborer un schéma de structure communal et d'approuver le cahier spécial des charges relatif à son élaboration ainsi que le devis estimatif au montant de 125.000,00 euros

T.V.A. comprise et de fixer le mode de passation de marché, en l'occurrence l'appel d'offres général après publication d'un avis de marché;

**Vu** la délibération du Conseil communal en sa séance du 2/10/2007 désignant le Bureau d'études AWP + E « Agence Wallonne du Paysage + Environnement » en qualité d'auteur de projet pour l'élaboration du schéma de structure communal;

**Vu** la Convention d'auteur de projet liant la Commune de Jurbise au bureau d'études « Agence Wallonne du Paysage + Environnement », aujourd'hui « JNC Agence Wallonne du Paysage » pour l'élaboration du schéma de structure communal, ladite convention ayant été rédigée en 4 exemplaires originaux signés en date du 29 octobre 2007 ;

**Vu** le courrier de la Commune de Jurbise, daté du 13/11/2007, adressé au Service Public de Wallonie et sollicitant le subventionnement de la réalisation du schéma de structure communal ;

**Vu** la réponse du Service Public de Wallonie acceptant la demande de subventionnement de la réalisation du schéma de structure communal et réceptionnée en date du 15/02/2008;

**Considérant** que la phase d'inventaire de la situation existante de fait et de droit a été présentée au Conseil communal le 2/09/2008 ;

**Considérant** la réunion du 26/10/2009 rappelant au Collège communal les enjeux et objectifs de développement et présentant le schéma des options territoriales, des déplacements et des mesures d'aménagement;

**Considérant** que la phase d'inventaire de la situation existante de fait et de droit a été présentée à la Commission Communale d'Aménagement du Territoire et Mobilité (CCATM) le 2/09/2008 et que le schéma des options territoriales, des déplacements et des mesures d'aménagement lui a été présenté le 21/12/2009 ;

**Vu** les réunions du Comité de travail en dates des 7/12/2007, 22/04/2008, 6/05/2008, 24/10/2008, 30/04/2009;

**Vu** les réunions du Comité de suivi des 13/06/2008, 10/09/2009, 21/09/2011 ;

**Vu** la présentation au Collège communal en date du 18/10/2010 et au Conseil communal en date du 22/02/2011 des options du schéma de structure communal et des mesures d'aménagement à mettre en œuvre par l'autorité communale ;

**Vu** le rapport d'analyse de la situation existante de fait et de droit réalisé par le bureau d'études précité ;

**Vu** le document des options du schéma des structure communal réalisé par l'auteur de projet et comprenant les principaux enseignements de la situation existante, les objectifs de développement, d'aménagement du territoire et d'urbanisme, la traduction des objectifs en options territoriales, un schéma des circulations, ainsi que les mesures d'aménagement à mettre en œuvre par l'autorité communale ;

**Vu** le rapport d'évaluation environnementale réalisé par le même bureau d'études ;

**Vu** l'avant-projet de schéma de structure communal déposé par le bureau d'études ;

**Attendu** que les documents présentés répondent parfaitement aux demandes, lignes de conduite et instructions données par la Commune de Jurbise ;

**Considérant** qu'en vertu de l'article 17 du C.W.A.T.U.P.E., le Conseil communal doit adopter provisoirement le schéma de structure communale avant que celui-ci ne soit soumis à l'enquête publique auprès de l'ensemble de la population de la Commune et à l'avis du Fonctionnaire délégué du Service Public de Wallonie ;

**Entendu** la présentation du projet de schéma de structure communal par l'Auteur de projet ;

Sur proposition du Collège communal ;

**Décide : à l'unanimité**

**Article 1er** : D'approuver provisoirement le projet de schéma de structure communal présenté par son auteur de projet, le bureau d'études « JNC Agence Wallonne du Paysage ».

**Article 2** : De charger le Collège communal de soumettre ce projet de schéma de structure communal à enquête publique suivant les prescriptions de l'article 17 du Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie.

**Article 3°**: De transmettre copie de la présente délibération au Fonctionnaire délégué et aux autorités subsidiaires du Service Public de Wallonie.

-----

La Présidente lève la séance.

**PAR LE CONSEIL,**

Le Secrétaire,

La Présidente,